

etxerat

euskal preso eta iheslari politikoen senide eta lagunak

familiares y amigos de presos y exiliados políticos vascos ● parents et amis de prisonniers et réfugiés politiques basques



2016
Chronique
septembre-octobre

CHRONIQUE: septembre - octobre

Le bilan de ces deux mois ne diffère en rien de celui de tous les autres depuis 27 ans. En sont témoins l'isolement brutal auquel est soumise la prisonnière politique basque et avocate Arantza Zulueta à la prison de Puerto III, le mitard à la prison de Valence, les grèves de la faim de prisonniers politiques basques pour la libération de leurs compagnons gravement malades... Des familles qui ont fait un voyage de 1000 km, avant d'affronter les 1000 km du retour sans avoir pu faire la visite après une décision arbitraire de fonctionnaires. D'autres, arrêtées et visées par les armes de la Guardia Civil durant un voyage vers la prison de Cordoba. Un exilé politique basque qui n'a pu rentrer au Pays Basque que parce que son état de santé est extrêmement critique. Dix prisonniers souffrant de maladies graves et incurables dont le droit à a santé continue d'être bloqué.

Des situations qui se répètent un jour après l'autre à l'intérieur des prisons, un week-end après l'autre à la porte des mêmes prisons. Un mois après l'autre, une année après l'autre. Les noms des prisonniers politiques basques changent parfois, les noms des prisons changent parfois, les noms des familles changent parfois, mais la situation ne change jamais : la dispersion continue dans les mêmes paramètres depuis 27

ans. Si la politique de dispersion avait un autre objectif que la vengeance, la nécessité de la maintenir durant 27 ans montrerait son échec flagrant. Mais si le but est de causer de la souffrance, alors 27 ans, ce n'est pas encore assez.

Si la dispersion est toujours en vigueur, ce n'est pas seulement à cause de l'immobilisme, de l'irresponsabilité et de l'entêtement des gouvernements et des forces politiques qui l'appuient ouvertement. C'est aussi à cause du renfort apporté par d'autres forces politiques par leur tiédeur, leur faiblesse ou leur renoncement.

Il est grand temps que la société exige des responsabilités. Et qu'elle exige, avec la fermeté que le peuple sait montrer, la fin de la dispersion. Il est temps que cette société l'obtienne. Pour cela, nous lançons un appel aux forces politiques démocratiques, aux acteurs sociaux et syndicaux, à la société dans son ensemble : nous ne voulons pas de compassion, nous ne voulons pas de consolation, nous ne voulons pas de promesses. Nous voulons une décision. Nous voulons une solution.

DISPERSION

1. Collectif des Prisonniers Politiques Basques: dispersion et éloignement

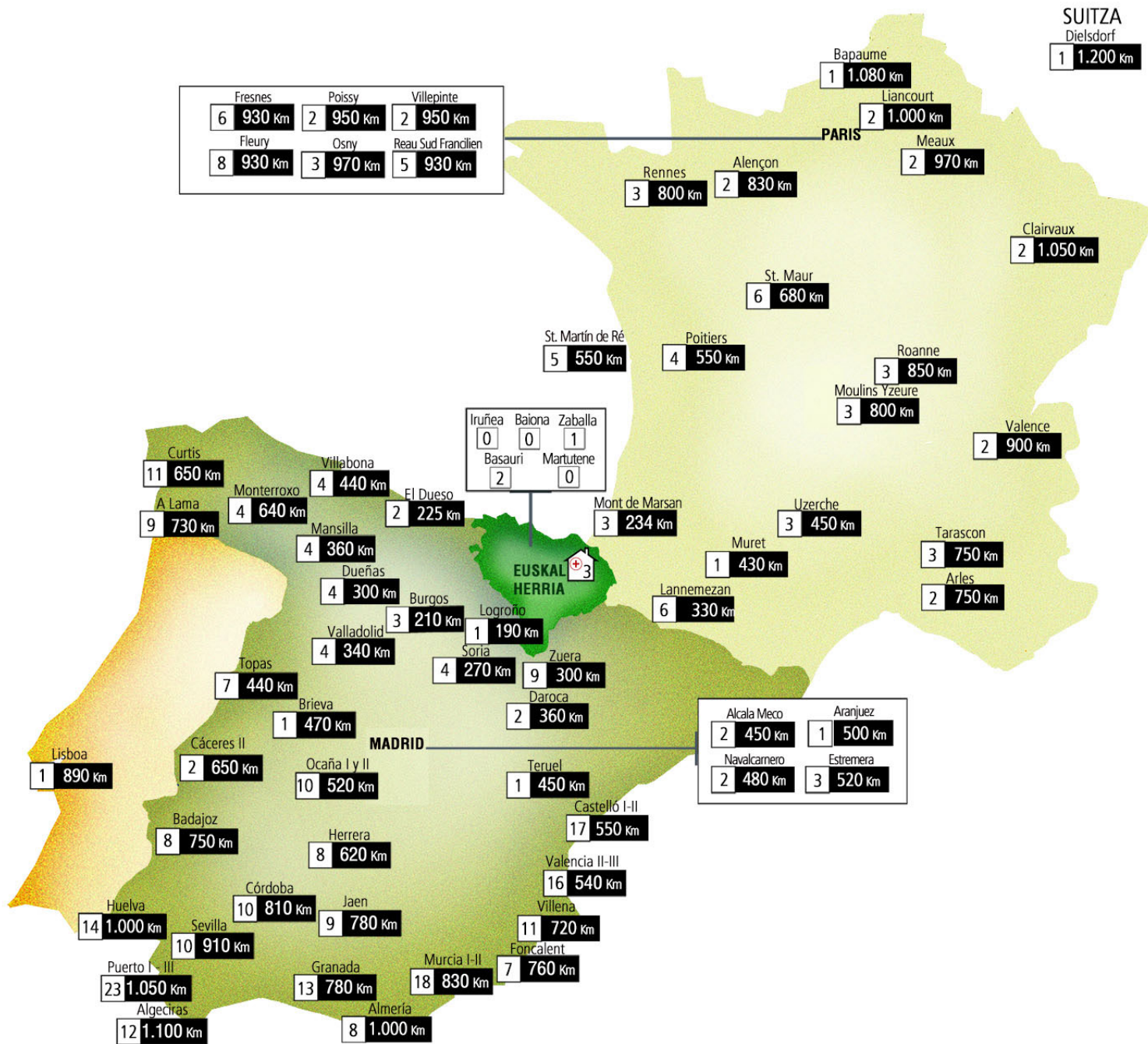
● 358 prisonniers politiques basques

DISPERSION:

- 3 prisonniers en régime atténué pour grave maladie
- 355 prisonniers politiques basques dans 70 prisons:
 - 2 dans 2 prisons d'Euskal Herria
 - 273 dans 42 prisons de l'État espagnol
 - 78 dans 24 prisons de l'État français
 - 1, au Portugal
 - 1, en Suisse

ELOIGNEMENT:

- 235 (67%) se trouvent entre 600 -1100 km d'Euskal Herria
- 76 (21%) se trouvent entre 400 - 590 km d'Euskal Herria
- 42 (12%) se trouvent entre 100 - 390 km d'Euskal Herria
- 3 enfants de moins de 3 ans, avec leurs mères, dans deux prisons



Eguneratua / Actualizado / Actualisé: 2016-09-30



ASKATASUNAK / Libertades / Libérations

Nor Quién / Qui	Noiz Fecha / Quand	Nondik Desde / De
Etxaburu Makuerkiaga, Eneko	2016-09-01	Logroño
Amaro Lopez, Gotzon	2016-09-10	Valladolid
Gabiola Goiogana, Andoni (Lekitxo)	2016-09-13	Herrera
Aranburu Muguruza, Xabier (Agiña)	2016-09-14	Burgos
Arriaga Ibarra, Gari (Iurre)	2016-09-15	Badajoz
Galarza Quirce, Luis Angel	2016-10-14	Valencia II
Lariz Bustindui, Andoni	2016-10-22	Soto del Real
Elizaran Agilar, Ugaitz	2016-10-28	Basauri

LEKUALDAKETAK / Traslados / Transferts

Nor Quién / Qui	Nondik De / De	Nora A / À
Lesaka Arguelles, Izaskun	Poitiers (Frantziar estatua)	Fleury (Frantziar estatua)
Urrutia González, Ohier	Daroca, Zaragoza	Valladolid
Goieaskoetxea Arronategi, Ibon	Valence (Frantziar estatua)	Arles (Frantziar estatua)
Zobaran Arriola, Alex	Valence (Frantziar estatua)	Saint Martin de Ré (F.e.)

2. Politiques pénitentiaires d'exception et situation dans les prisons

AGRESSIONS, TORTURES ET MAUVAIS TRAITEMENTS

- **ARANTZA ZULUETA : ISOLEMENT EXTRÊME**

Arantza Zulueta, avocate de prisonnier-e-s politiques basques, a été arrêtée en janvier 2014 dans le cadre de l'opération contre la solidarité et l'assistance à ce Collectif. En avril de la même année, elle a été transférée à la prison de Puerto III à Puerto de Santa Maria. Depuis, elle s'y trouve en situation d'isolement total.

Arantza Zulueta, qui est en détention préventive, vient de passer 30 mois dans cette situation. Elle est la seule femme prisonnière politique basque de la prison de Puerto III et la seule prisonnière à l'isolement dans cette prison. Elle est dans un module où, occasionnellement seulement, des prisonnières de droit commun sont amenées pour des sanctions ou en isolement préventif. En dehors des rencontres, toujours tendues, avec les surveillants et les 40 minutes de visite hebdomadaire, Arantza Zulueta peut passer des jours, des semaines, des mois entiers sans voir personne d'autre.

Elle a droit à 4 heures de promenade chaque jour, qu'elle passe également isolée, dans un espace de 15 x 3 mètres couvert par un grillage métallique. Elle n'a pas accès au gymnase, ni aux ateliers, ni aux autres installations : elle ne peut donc participer à aucun cours ni activité. Le seul exercice qui lui est permis est l'usage d'une bicyclette statique placée dans une autre cellule.

Arantza Zulueta souffre, depuis des mois, de troubles de la vision, attribués dans un premier temps à une allergie. Cependant, soit en raison d'un diagnostic erroné, soit en raison d'un manque d'efficacité du traitement, ces troubles sont en train de s'aggraver. Mais cette prisonnière politique basque n'a pas accès non plus à l'infirmierie ni à la consultation médicale. Le médecin l'examine dans le couloir, en présence de plusieurs surveillants. Il lui est même arrivé de se contenter de l'examiner à travers la petite fenêtre de la porte de la cellule.

Les fouilles sont permanentes et très agressives. Malgré le strict isolement dans lequel elle se trouve, les surveillants lui imposent fréquemment de se dénuder intégralement, et jettent ses vêtements par

terre. Il y a trois mois, sa cellule a été fouillée pendant qu'elle était à la visite. En tant qu'avocate en activité, elle avait des notes sur sa ligne de défense. Celles-ci lui ont été retirées, ce qui représente une violation du secret professionnel, de la confidentialité et du droit à la défense.

Selon ce que ses avocats ont expliqué, la prison justifie l'application de ce régime à Arantza Zulueta par « ses liens avec une organisation terroriste non encore dissoute et qui, selon tous les indices, a toujours des liens en prison ». Il suffit de rappeler que cette prisonnière politique basque n'a pas encore été jugée pour mesurer le respect que porte l'administration pénitentiaire au concept de présomption d'innocence.

Il faut aussi rappeler que la législation espagnole et la législation européenne considèrent que l'isolement doit être une mesure exceptionnelle qui ne peut être prolongée dans le temps. De fait, même quand l'isolement répond à une accumulation de diverses sanctions, la norme établit des périodes de 24 à 48 heures en détention « normale » entre les sanctions, qui en aucun cas ne doivent dépasser 14 jours.

VIOLATION DU DROIT À LA VIE FAMILIALE

Après un refus de transfert pour voir sa mère malade, les autorités pénitentiaires ont amené la prisonnière basque Josune Arriaga à Iruña 5 jours après pour les funérailles . « Qu'elle est en train de mourir, c'est toi qui le dis » a été la réponse de la prison à Josune Arriaga pour lui refuser le permis de visite 5 jours avant le décès de sa mère.

La prisonnière politique basque Josune Arriaga a été transférée le vendredi 9 septembre de la prison de Topas (Salamanca) à Iruña pour assister aux funérailles de sa mère décédée le 7 après une longue maladie. Cinq jours seulement auparavant, la prison de Topas lui avait notifié un refus pour sa demande de transfert exceptionnel pour pouvoir lui rendre visite.

Malgré les rapports médicaux confirmant l'extrême gravité de l'état de sa mère joints à sa demande, sa requête a été refusée. « Qu'elle est en train de mourir, c'est toi qui le dis », a été le seul commentaire du représentant de la prison qui lui a notifié le refus. La situation de la mère de Josune Arriaga était pourtant très critique, et les médecins avaient annoncé qu'elle pouvait mourir à n'importe quel moment.

Josune Arriaga a été arrêtée en 2010 et transférée peu de temps

après à la prison de Topas (Salamanca), à 440 km de son domicile familial. Durant toutes ces années, la mère de la prisonnière politique basque a été privée des visites hebdomadaires et du vis-à-vis mensuel auxquels elle avait droit car son état de santé ne lui permettait pas de parcourir les 900 km de déplacement forcé. En 2014, Josune Arriaga avait été transférée à son domicile d'Iruña pour une visite d'une heure en présence de la police.

Quelques jours après les funérailles, Josune a été ramenée à la prison de Topas sans avertissement préalable. Ce transfert a privé Josune et sa famille de la visite qui était prévue l'après-midi même, seule occasion pour eux de se voir depuis le décès de sa mère. Comme l'ont dit ses proches, ils n'avaient toujours pas eu l'occasion de lui raconter comment s'étaient passés ses derniers instants. C'était aussi pour eux la seule occasion de pouvoir la voir sans être obligés de faire un voyage de 900 km.

Etixerat considère que le refus de transfert pour voir sa mère alors qu'elle était encore en vie, le refus d'assister à son incinération, puis son transfert hâtif vers une prison lointaine quelques heures avant la visite de sa famille ne peuvent être comprises autrement que par une volonté expresse d'augmenter la souffrance.

Notre association souhaite rappeler que l'une des raisons avancées par l'Audience Nationale pour refuser aux prisonniers politiques basques leur transfert vers des prisons du Pays Basque était que les transferts exceptionnels étaient possibles quand les familles ne pouvaient pas se déplacer. Ces visites d'une heure, en présence d'une escorte policière et où le prisonnier reste généralement menotté, et qui sont autorisées (quand elles le sont), une fois toutes les quelques années, n'empêchent pas la violation du droit à la vie familiale de ces prisonniers et de leurs familles. D'autre part, et comme le confirment les nombreux cas que nous avons dénoncés, la façon arbitraire dont ces demandes sont acceptées ou refusées, permettent aux autorités pénitentiaires d'intensifier encore la douleur des prisonniers basques et de leurs familles.

EGOERA ESPETXEETAN

HUELVA

Tentsioak gora egin du Huelvako espetxean. Sebas Lasa euskal preso politikoa, jipoi bat jasotzearekin mehatxatua izan da.

Euren senideek Etxerati jakinarazi diotenez, gimnasioko esteri-lla bat patiora ateratzeko egintza hutsalak, jipoi batekin behin eta berriz mehatxatua izatea ekarri dio Sebas Lasa euskal preso politikoari. Egoera honen aurrean, moduloko burua edo beste edozein funtzionario ardura-dunen presentzia eskatu zuen Lasak, ohikoa bilakatu baita bere jarrerak

arazoak sortzea gainontzeko euskal preso politikoei. Eskaera, ordea, ez zein aintzat hartua izan. Hori dela-eta, ziegak ixteko unean bere ziega propiora sartzera ukatu zen Lasa, ez bazuen arduradunen batekin jasotako mehatxuen inguruan hitz egitea lortzen. Bere eskaera gainontzeko kideengatik babestua izan zen. Azkenik, arestian aipaturiko funtzionarioaren jarrerak sortzen duen tentsioaren inguruan hitz egitea lortu zuten presoek kartzelako buru batekin. Hurrengo egunean, Sebas Lasaren patio orduan esterilla bat atera zuten bertako euskal preso politikoko guztiek.

Bestalde, kartzela horretako presoek bukatutzat eman dute bi hilabete eta gero preso gaixoen askatasuna erreklamatzeko abiatu zuten txandakako gose greba.

VALENCE

Ibon Goieaskoetxea et Alex Zobaran transférés de la prison de Valence à deux autres prisons de l'État français

Les prisonniers politiques basques Ibon Goieaskoetxea et Alex Zobaran étaient entrés volontairement au mitard (cellule disciplinaire) de la prison de Valence au début du mois d'août. Par ce mouvement, ils revendiquaient leur transfert vers une prison proche d'Euskal Herria et dénonçaient les conditions de détention de cette prison. Depuis le 6 août, ces deux prisonniers politiques basques avaient, en accord avec leurs familles, annulé toutes les visites. Ils maintenaient cependant les communications écrites et téléphoniques. Ils dénonçaient ainsi le choix cruel face auquel sont placés les prisonniers basques et leurs familles : courir les risques imposés par la dispersion et l'usure physique et économique qui va avec, ou ne pas réaliser les visites auxquelles ils ont droit.

D'autre part, la tension ne cessait de croître parmi l'ensemble des prisonniers en raison de la dureté de cette prison à caractère disciplinaire. Une mutinerie a eu lieu le dimanche 25 septembre, lors de laquelle des prisonniers ont réussi à se procurer des clés de cellules, qu'ils ont ouvertes et incendiées. La situation n'a pas affecté l'intégrité physique des prisonniers politiques basques, qui comme nous l'avons dit, se trouvaient au mitard. Cependant, toutes leurs affaires se trouvaient dans leurs cellules « ordinaires », et toutes celles d'Alex Zobaran ont été brûlées.

MONT DE MARSAN

Selon ce que les familles des prisonniers politiques basques de Mont-de-Marsan ont fait savoir à Etxerat, ces derniers refusaient le plateau distribué par la prison deux jours par semaine, en solidarité avec leurs camarades de Valence. Ils avaient également une affiche dans leur cellule et envoyaient, une fois par semaine, une lettre au directeur de la prison de Valence.

3. Familles et amis

SENIDEEN AURKAKO JAZARPENAK

La fourgonnette qui amenait les familles de prisonniers politiques basques à la prison de Cordoba stoppée par la Guardia Civil sous la menace des armes en pleine autoroute

Le samedi 10 septembre, à 4 h du matin, deux voitures banalisées de la Guardia Civil ont coupé la route et fait stopper la fourgonnette dans laquelle voyageaient les familles de prisonniers politiques basques incarcérés à Cordoba pour se rendre à la visite, l'obligeant à s'arrêter au bord de l'autoroute. Les 6 occupants de la fourgonnette ont vu venir quatre agents courant vers eux et les braquant avec leurs pistolets.

Visiblement très nerveux, les agents ont ouvert les portes et pointé une arme sur la tête du chauffeur qu'ils ont obligé à sortir et à s'allonger sur le sol. Ils ont procédé de la même façon avec son copilote, un autre chauffeur volontaire, qu'ils ont en plus menotté dans le dos, pendant qu'un agent s'appuyait sur lui, l'écrasant contre l'asphalte. Tout en criant qu'il s'agissait d'une opération anti-terroriste, ils ont maintenu les deux membres du collectif de chauffeurs bénévoles Mirentxin immobilisés au sol, et, en les braquant également de leurs armes, ils ont obligé les familles à sortir du véhicule.

Ces moments ont été très durs en raison de l'agressivité, de l'at-

titude d'excitation et d'énerverment extrêmes des agents qui leur ont fait croire que, à tout moment, ils pouvaient mettre fin à leurs vies. Peu de temps après, les gardes civils leur ont dit qu'il s'agissait d'une erreur et sont partis. Ils n'avaient pourtant contrôlé ni le véhicule, ni l'identité des personnes présentes.

Il restait alors encore deux heures de route aux familles pour arriver à Cordoba, deux heures avec les nerfs en pelote, augmentant encore le risque d'accident déjà existant. Il restait aussi 10 autres heures de retour, avec la fatigue et la tension accumulées.

Ettxerat considère ces faits comme extrêmement graves, tant pour la situation de danger que les familles et les chauffeurs ont dû vivre que pour la tension dans laquelle ils ont dû affronter le long voyage du retour. Plus de 1000 km durant lesquels cette tension augmente encore le risque déjà élevé.

De la même façon, nous démentons le fait qu'il s'est agi d'une erreur. Ettxerat a rappelé, dans la conférence de presse lors de laquelle elle a dénoncé ces faits, que les contrôles soi-disant « aléatoires », de même que les filatures et le harcèlement de la part des forces de police sont très habituels durant les voyages vers les prisons. La fréquence de ces épisodes montre la volonté d'ajouter la peur, la tension et l'usure psychique aux voyages que les familles sont obligées de réaliser.

Lors de la même conférence de presse, Ettxerat a exprimé sa solidarité avec les deux chauffeurs bénévoles de Mirentxin qui ont subi directement la violence de cet événement et rappelé l'importance du travail que réalise cette association pour tenter d'alléger la charge de la dispersion. Pour Ettxerat, l'origine de cet épisode se situe dans le travail solidaire de ces personnes et le soutien qu'elles offrent aux familles chaque semaine au volant de leurs fourgonnettes.

FLEURY

Une erreur des surveillants a coûté très cher à la famille du prisonnier politique basque Oier Gomez

Le prisonnier politique basque Oier Gomez a été transféré le 7 septembre de la prison d'Osny à celle de Fleury-Mérogis pour la durée de son procès à Paris. Après avoir été informée de ce transfert, sa famille a réalisé les démarches nécessaires pour pouvoir lui rendre visite. Un parloir leur a été confirmé par téléphone pour le 14 septembre à 8 h du matin.

Quand le père d'Oier Gomez s'est présenté à la prison de Fleury,

dans la région parisienne, pour réaliser cette visite, les surveillants présents lui ont dit qu'il ne figurait pas dans les autorisations. Toutes les démarches qu'il avait menées n'avaient servi à rien, et il n'a pas eu d'autre choix que d'entamer le voyage du retour sans avoir pu voir son fils.

Quelques heures plus tard, d'autres membres de la famille d'Oier Gomez recevaient un appel de la prison, disant qu'il s'agissait d'une erreur et qu'il pouvait faire la visite. Le père du prisonnier politique basque se trouvait alors à la gare. Il a dû prendre un taxi pour revenir à la prison, et a pu faire une visite d'une heure et demie.

Le père d'Oier Gomez a remis à Etxerat le décompte des frais occasionnés par ce voyage, auxquels se sont ajoutés le prix du taxi et du nouveau billet de train pour le retour.

- Voiture (aller-retour) Gasteiz - Biarritz:	40.00
- Billets aller-retour en TGV:	126.00
- Taxi (aller):	35.00
- Hôtel:	42.00
- Repas:	25.00
- Taxi (Fleury-Montparnasse) après le refus de visite:	35.00
- Taxi (Montparnasse-Fleury) après la nouvelle confirmation:	43.00
- Taxi (Fleury-Montparnasse) après la visite:	40.00
- Nouveau billet de train pour le retour:	100.00
- Frais de téléphone (+/-)	10.00 €

Total : 496 euros

HUELVA

La sœur du prisonnier politique basque Iker Olabarrieta privée de visite après une décision arbitraire des surveillants de la prison de Huelva prison de Huelva

Le 17 septembre, la sœur du prisonnier politique basque Iker Olabarrieta, ses deux enfants en bas âge et un ami se sont rendus à la prison de Huelva pour réaliser la visite hebdomadaire. Ils devaient avoir ensuite le vis-à-vis familial.

La sœur du prisonnier politique basque n'a pas pu réaliser la visite. Les surveillants lui ont dit que la visite n'avait pas été réservée, ce qui avait été fait par un appel téléphonique pour les quatre personnes. Comme cela arri-

ve fréquemment avec les réservations par téléphone, il n'existe aucune preuve permettant de résoudre ces situations qui se produisent trop souvent. La sœur d'Iker Olabarrieta n'a pas pu entrer au parloir.

D'autre part, les deux neveux du prisonnier politique basque s'étaient rendus il y a peu à la prison de Huelva. La famille essaie d'espacer les voyages, pour leur éviter de ressentir trop souvent la fatigue et le poids d'un voyage de plus de 2000 km. Cette fois pourtant, il s'agissait d'une occasion spéciale, car Iker Olabarrieta avait obtenu l'autorisation de faire des photos de famille lors du vis-à-vis. Mais ils n'ont pas pu obtenir cela non plus en dépit de l'autorisation écrite.

L'attitude des surveillants, qu'il s'agisse des habituelles décisions arbitraires ou des non moins habituelles erreurs ajoute de la tension et de l'énervement non seulement pour les familles qui voyagent mais aussi pour la personne qui attend. Malgré toutes les démarches préalables et l'obtention de toutes les autorisations exigées, ces voyages de plusieurs centaines de kilomètres se déroulent toujours dans l'incertitude de pouvoir finalement réaliser la visite.

CONTRE LES POLITIQUES PENITENTIAIRES D'EXCEPTION

RASSEMBLEMENT POUR LE DROIT AUX ÉTUDES DES PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES

Le lundi 12 septembre, la commission des études d'Etxerat a organisé un rassemblement à Bilbao à l'occasion de l'ouverture officielle de l'année scolaire de l'Université du Pays Basque. Des représentants des familles, des syndicalistes, des enseignants, des élèves et du personnel administratif de l'UPB ont revendiqué le droit pour les prisonniers politiques basques d'étudier dans cette université publique et en euskara, demandant aux autorités de la Communauté Autonome Basque que ce droit, prévu dans la législation, soit garanti.

Les personnes incarcérées poursuivaient des études à l'université publique de la CAB depuis les années 80 ; mais, en 2003, elles ont été expulsées de l'UPB, décision précédée d'une forte campagne médiatique dans ce sens. Pour la commission des études d'Etxerat, les démarches réalisées ces dernières années par les autorités de la CAB et de l'UPB ont été insuffisantes pour remédier à cette situation injuste.

La commission a demandé aux représentants du Gouvernement Basque de garantir le droit aux études pour tous, prévu par Loi du Système Universitaire Basque, en vigueur depuis 2004. Elle a également dénoncé les 12 années durant lesquelles cette loi n'a pas été appliquée en ce qui concerne ce point.

Elle a également demandé aux représentants de l'UPB de remplir leur fonction de base. Pour la commission, aujourd'hui encore, l'UPB continue de se plier à l'interdiction d'exercer sa fonction première qui est d'enseigner, quand il s'agit des prisonniers basques situés dans des prisons espagnoles ; et ce, parce qu'elle n'est pas parvenue à l'accord exigé par le Gouvernement de Madrid pour pouvoir inscrire des personnes incarcérées.

Elle a resitué cette interdiction d'étudier dans le contexte de la politique pénitentiaire appliquée en Espagne et en France, qui ne cache

pas son objectif de châtier les prisonniers basques de façon spécifique : éloignement, dispersion et isolement, allongement des peines, violation de droits essentiels... autant de mesures qui ont pour objectif principal de détruire ces prisonniers en tant que personnes tout en nous punissant parce que nous sommes leurs parents et amis.

La Commission des Études a indiqué qu'elle revendique le dépassement de ces politiques inhumaines et la garantie du droit à étudier dans les prisons, l'un des nombreux droits essentiels qui sont violés. Dans ce sens, elle a demandé à l'UPB, au Département de l'Éducation et au Gouvernement de Gasteiz de prendre les mesures politiques, légales et académiques qui s'imposent pour que ce droit soit garanti. Elle leur demande d'assumer et de réaliser deux aspects fondamentaux pour garantir le droit à l'éducation dans les prisons :

- Signer l'accord exigé par le Gouvernement de Madrid pour que les personnes basques incarcérées dans des prisons espagnoles puissent étudier à l'UPB.

- Surmonter la discrimination et le fonctionnement déficient de l'UPB en offrant aux étudiants incarcérés dans des prisons françaises un enseignement gratuit et de qualité.

INSTITUTIONS, ACTEURS POLITIQUES ET SOCIAUX ET ÉLUS

RASSEMBLEMENT D'ETXERAT DEVANT LE PARLEMENT BASQUE

Comme tous les ans, Etxerat a réalisé un rassemblement contre la dispersion le vendredi 9 septembre au sanctuaire d'Arantzazu, où se rendent également des représentants du Gouvernement Basque et de la Députation de Gipuzkoa à l'occasion de la fête de la patronne de Gipuzkoa.

Etxerat a remis le dossier « les Enfants de la Dispersion » au Président de la Communauté Autonome Basque Iñigo Urkullu qui, contrairement au 1er août à Loiola, l'a reçu en mains propres. Les porte-parole d'Etxerat ont pu discuter brièvement avec lui devant les médias de la politique de dispersion et de sa désactivation.

Pour le Lehendakari, Etxerat « sait tout ce que [le Gouvernement] fait au sujet des prisonniers ». Le porte-parole de l'Association a répondu que cette action était visiblement insuffisante puisque la dispersion est toujours active dans le but de faire pression sur les familles.

RÉUNION D'EH BILDU AVEC ETXERAT ET DES FAMILLES DE PRISONNIERS GRAVEMENT MALADES

Le 5 septembre, des parents des 10 prisonniers politiques basques gravement malades et des membres d'Etxerat se sont réunis, à la demande d'EH Bildu, avec des représentants de cette formation politique.

Etxerat a fait un bilan positif de cette rencontre lors de laquelle les familles elles-mêmes ont pu raconter la situation des prisonniers affectés, et transmettre à EH Bildu la cruauté de ce qu'ils sont en train de vivre en raison du blocage par les Gouvernements espagnol et français des mesures de libération prévues par la loi.

Etxerat a informé EH Bildu du travail que l'Association est en train de réaliser en ce moment et a demandé à cette coalition politique un engagement actif pour la désactivation des mesures d'exception de la politique pénitentiaire actuelle. Parmi ces mesures, figure le maintien derrière les barreaux des prisonniers politiques basques atteints de maladies graves et incurables, qui se trouvent pour la plupart, en plus, dans des prisons très éloignées de leur domicile familial.

ETXERAT A PRÉSENTÉ LE THÈME DES ENFANTS ET DE LA DISPERSION DEVANT LES *JUNTAS GENERALES* DE BIZKAIA

185 enfants membres de familles de prisonniers politiques basques souffrent des conséquences de la dispersion en Bizkaia. Le 28 octobre, Etxerat a pris la parole devant la Commission des Requêtes et des Relations avec les citoyens des Juntas Generales de Bizkaia pour transmettre à la chambre la réalité de ces 185 enfants et adolescents : l'obligation de parcourir des centaines de kilomètres pour leur rendre visite et ses conséquences sur le développement personnel, social et affectif ainsi que sur la santé et la réussite scolaire des enfants et adolescents.

Lors de cette comparution, ont pris la parole un porte-parole d'Etxerat et deux membres de familles de prisonniers qui ont offert le

témoignage direct de leur expérience : Olatz Iglesias, de 20 ans, qui subit la dispersion quasiment depuis sa naissance et Maider Viso, mère d'une enfant de 13 ans ayant toujours connu la dispersion.

Olatz Iglesias a expliqué devant la chambre la difficulté de devoir faire des voyages si longs (dans son cas Paris, Madrid, Alicante) pour quelques minutes de visite et la façon dont l'éloignement et ces longs déplacements influent sur tous les aspects de sa vie, mais surtout sur les liens affectifs, si nécessaires durant l'enfance, avec la ou les personnes incarcérée(s), en l'occurrence ses deux parents. Pour Olatz, le plus difficile est de voir sa petite sœur vivre actuellement la même situation qu'elle.

Maider Viso, pour sa part, a livré un témoignage sur la difficulté de voyager avec des enfants en bas âge (dans son cas à Cordoba et Castellon), l'angoisse de les voir obligés de supporter une chaleur excessive ou un froid intense, les nausées en voiture ou les maladies habituelles des plus petits, toutes difficultés aggravées par le fait de se trouver à des centaines de kilomètres de la maison. Elle a également expliqué que cette situation oblige aussi les enfants à manquer régulièrement l'école, et plus encore dans le cas des prisons où les visites ne peuvent avoir lieu qu'en semaine.

Le porte-parole d'Etixerat a exposé des faits généraux sur la dispersion et sur l'éloignement, et particulièrement sur la situation des enfants et adolescents mineurs qui en subissent les conséquences au même titre que les adultes. Il a également souligné la situation d'abandon dans laquelle les Institutions ont laissé ces enfants, comme l'ensemble des familles.

Après les témoignages d'Etixerat, les différents groupes politiques ont pris la parole. Seul le Partido Popular a exigé des contreparties pour mettre fin à une situation qui viole les droits de l'enfance et qui soumet les mineurs aux conséquences de la politique de dispersion. Tandis que le PNV, EH Bildu, Podemos et le PSE montraient leur refus de cette politique et leur disposition à traiter le thème des mineurs - tout en reconnaissant les limites de cette Chambre - le PP a insisté pour que les parents prisonniers de ces mineurs demandent pardon, se repentissent et collaborent avec la justice pour obtenir le rapprochement.

Dans son intervention, EH Bildu ou a mis l'accent sur le châtement que représente la dispersion pour les familles, et sur le fait qu'il n'existe aucun facteur de resocialisation dans la politique pénitentiaire actuelle. Podemos, pour sa part, a souligné que l'application d'un châtement collectif pour un délit individuel est inadmissible et absolument antidémocratique.

FORUM SOCIAL PERMANENT

Le 22 octobre, date du 5ème anniversaire de la Conférence Internationale d'Aiete, le Forum Social pour Impulser le Processus de Paix a présenté le Forum Social Permanent, qui a décidé de se concentrer sur la société civile. Pour le forum social permanent, les partis politiques n'ont pas été capables de parvenir aux accords nécessaires à tout processus de paix, en conséquence de quoi la société civile doit être le moteur de ce processus. Le forum a également souligné l'attitude obstructionniste des États espagnol et français, réclamant un dialogue urgent avec les institutions.

Le Forum, auquel Etxerat participe depuis le début, répondant à l'engagement adopté lors de sa dernière Assemblée Nationale, fixe ses principales lignes de travail sur les prisonniers et les exilés, la cohabitation et le désarmement, la première d'entre elles liant le travail du Forum et celui d'Etxerat.

14 organismes et 14 personnes de différents secteurs de la société basque forment en ce moment le Forum Social Permanent, qui reste ouvert à de nouvelles incorporations. Il s'agit des syndicats ELA, LAB, CCOO y Steilas ; des organismes Bake Bidea, Egiari Zor, Sare, Etxerat, Ahotsak, Uharan, Paz con Dignidad et Antxeta Irratia ; et de Juanje Soria, Iñaki Lasagabaster, Nazario de Oleaga, Aitzpea Leizaola, Iñaki González Murua, Iñaki Olalde, José Luis Úriz, Andoni Serrano, Begoña Ugarte, Carlos Aitor Yuste, Roberto Oiz, Fernando Vaquerizo, Txemi Pérez et Fernando Armendáriz.

Ont également participé à la présentation, en tant qu'invités, des membres du Groupe International de Contact et des représentants d'EH Bildu, Elkarrekin Podemos, PNV et UGT.

ETXERAT

EGOITZA BERRIA IREKI DU ETXERATEK BILBON

Le 20 octobre, Etxerat a inauguré un nouveau siège à Bilbao. Grâce à l'aide et à l'effort de tous, l'association des familles et amis de prisonnier-e-s et exilé-e-s politiques basques comptent un nouvel espace de rencontre et de travail.

Le siège est situé au n°3 de la rue Sarrikoalde (rdc). Cette ouverture a été marquée par un petit concert et une photo de famille avec la soixantaine de personnes présentes. Etxerat souhaite remercier toutes les personnes qui ont rendu possible l'ouverture de ce local, pour leur aide et pour l'enthousiasme avec lequel ce projet a été accueilli.